

## **LA FRANCE ET LA ROUMANIE DANS LA CRISE DE JUILLET 1914**

**JEAN-NOËL GRANDHOMME**

(Strasbourg)

Le 28 juin 1914 l'organisation serbe bosniaque la Main Noire fait assassiner à Sarajevo l'héritier du trône d'Autriche-Hongrie, François-Ferdinand de Habsbourg, et son épouse, la duchesse de Hohenberg, amis proches de Carol I<sup>er</sup> de Hohenzollern-Sigmaringen, roi de Roumanie. « Les terribles nouvelles de la tragédie de Sarajevo ont été reçues ici avec un regret et une indignation profondes », constate dans un câble envoyé à Sir Edward Grey, secrétaire du *Foreign Office*, Aretas Akers-Douglas, 1<sup>er</sup> secrétaire de la légation de Grande-Bretagne à Bucarest, et « ont causé un choc au roi Carol »<sup>1</sup>. Le baron Fasciotti, qui représente l'Italie à Bucarest, abonde dans le même sens : « La mort de l'archiduc François-Ferdinand, câble-t-il à son ministre, Antonio di San Giuliano, doit être considérée comme un événement qui aggrave la position de l'Autriche-Hongrie, qui n'est déjà pas bonne en Roumanie, ce dont M. (Ion I. C.) Brătianu (président du Conseil arrivé au pouvoir en janvier) n'a pas manqué de se montrer, avec moi, très préoccupé. »<sup>2</sup> Or, Roumanie, Autriche-Hongrie, Italie et Allemagne sont membres de la Triple, théoriquement appelées à combattre côte à côte en cas de guerre. Afin de comprendre la position finale de la Roumanie en août 1914 il est nécessaire de revenir sur la genèse et l'histoire de cette alliance.

### **LA ROUMANIE DANS LA TRIPLICE**

Au lendemain du Congrès de Berlin, en 1878, qui a vu la reconnaissance par les puissances de l'indépendance de la Roumanie, le prince Carol et son président du Conseil, le libéral Ion C. Brătianu, effectuent un rapide tour d'horizon. Après le « rapt » de la Bessarabie, une des conséquences annexes du Congrès, il ne peut plus être question d'aucun accord sincère avec la Russie. Il n'est guère possible non plus d'envisager sérieusement une alliance avec la France, trop lointaine et très isolée depuis la défaite de 1871. D'ailleurs, la forme de gouvernement qu'elle a adoptée, la République, inquiète encore beaucoup de dirigeants européens. Le

<sup>1</sup> G. P. Gooch, *British Documents on the Origins of the War*, Londres, 1927, p. 23.

<sup>2</sup> *I Documenti diplomatici italiani* (DDI), Quarta serie, vol. 12, p. 119.

pois des liens affectifs qui unissent les deux pays n'est pas suffisant. Il l'est d'autant moins qu'un fort pôle d'attraction est créé en Europe centrale avec la conclusion de l'alliance austro-allemande, consacrée par un traité secret signé à Vienne le 7 octobre 1879. L'édifice est encore consolidé lorsque, le 28 juin 1881, la Serbie du prince Milan Obrenovitch se lie à l'Empire des Habsbourg (avec pour prix de cet accord le droit de s'ériger en royaume le 6 mars 1882, ce qui ne l'empêche pas pour autant de faire figure de vassal de son puissant voisin). Enfin, le 20 mai de la même année, l'Italie rejoint également, mais cette fois sur un pied d'égalité – au moins théorique –, l'alliance austro-allemande, que l'on désigne désormais sous le nom de Triple Alliance ou Triplice.

Les diplomates roumains aimeraient imiter l'exemple de leur « sœur latine ». La sympathie profonde du prince Carol pour son Allemagne natale, le vif ressentiment de tous à l'égard de la Russie et l'absence de la France les conduisent à tourner leurs regards vers les Empires centraux. Cette option implique le sacrifice de la Transylvanie sous domination hongroise et de la Bucovine autrichienne, mais laisse intactes, et peut même favoriser, les revendications roumaines du côté de la Bessarabie. Pourtant l'Allemagne se montre difficile à convaincre. Bismarck ne cesse de s'emporter contre les « Moldo-Valaques », qui rechignent à accorder des droits civiques aux juifs, et regrette publiquement qu'ils « ne (soient) pas à sa portée pour leur administrer la bonne correction qu'ils mérit(ent) »<sup>3</sup>. Dans cet esprit, le chancelier allemand s'emploie en juin 1880 à obtenir une rectification des frontières de la Dobroudja roumaine au profit de la Bulgarie, irritant l'opinion à Bucarest. C'est l'intérêt qui finit pourtant par le décider à examiner d'un œil plus favorable les demandes du roi Carol. L'Allemagne envisage en effet une percée économique et politique en direction de l'Empire ottoman. Elle se rend compte qu'une alliance avec la Roumanie, qui vient d'être érigée en royaume (le 14 mars 1881) et de se doter d'institutions stables, ne peut que servir ses desseins. C'est ainsi que Bismarck soutient les prétentions de Carol I<sup>er</sup> au cours des très longues négociations au sujet de la liberté de navigation sur le Danube, et qu'il est l'artisan de la signature du traité de Londres entre l'Autriche et la Roumanie, le 10 mars 1883.

Un voyage étant prévu à Vienne, le souverain roumain en profite pour y réitérer sa demande de vive voix. Au même moment Bismarck fait savoir à Gustav Kálnoky, ministre des Affaires étrangères de la Double Monarchie, qu'il verrait d'un bon œil une extension de « l'Alliance pour la paix » austro-italo-allemande « à l'Est, pour inclure la Roumanie »<sup>4</sup>. « La diriger dans des voies assurées, tel est le but », ajoute-t-il dans une note du 19 août<sup>5</sup>. Le 8 septembre Brătianu rencontre Bismarck à Gastein. Les deux hommes ne s'apprécient guère et leur horizon culturel semble diamétralement opposé. « Il me déplait (...), écrit le junker

<sup>3</sup> R. W. Seton Watson, *Histoire des Roumains*, Paris, 1937, p. 391.

<sup>4</sup> *Id.*, p. 402.

<sup>5</sup> H. Hauser, *Histoire diplomatique de l'Europe*, Paris, 1929, vol. 1, p. 203.

prussien, que Brătianu aille d'abord d'Aix à Paris (...) pour y faire éduquer son fils. Ce seul fait est en soi caractéristique. À Vienne, l'on sait peut-être de façon plus précise dans quelle mesure Brătianu se trouve sous l'influence de (Constantin A.) Rosetti, le président de la Chambre, dont les sympathies françaises et l'intimité avec les partis les plus rouges de France ne font aucun doute. »<sup>6</sup> Brătianu, dont l'éducation est purement française et quarante-huitarde, en effet, ne s'apprête pas non plus à rencontrer de gaieté de cœur le fossoyeur de la grandeur d'une nation amie. Néanmoins le pragmatisme l'emporte. Dans le compte rendu que Bismarck envoie à Carol I<sup>er</sup>, « l'honnête courtier de l'Europe » passe à l'étape suivante, orientant le roi vers Vienne : « J'ai parlé sans réserves avec (Brătianu), écrit-il, de nos intérêts concernant la paix et la défense, que partage l'Autriche, et je crois qu'il m'a compris... »<sup>7</sup>. Le président du Conseil roumain est obligé d'en passer par les conditions allemandes. Il a bien fait remarquer que l'Alliance a promis à l'Italie la Corse et Nice, voire davantage, en cas d'intervention contre la France, mais il n'a obtenu pour son pays aucune promesse concernant la Bessarabie.

Le 30 octobre 1883 le traité liant la Roumanie à l'Autriche-Hongrie est signé à Vienne par Kálnoky et Dimitrie A. Sturdza, les deux ministres des Affaires étrangères. La garantie allemande satisfait les Roumains, toujours très méfiants à l'égard des Hongrois. À la suite de négociations menées entre Petre P. Carp, membre influent du parti conservateur, ministre des Affaires étrangères, et le président du Conseil francophobe Francesco Crispi, l'Italie accède elle aussi au traité en 1888. Le roi Humbert I<sup>er</sup> s'engage à fournir 40 000 hommes à la Roumanie en cas de guerre, tant l'éventualité d'une collaboration entre Roumains et Hongrois sur le terrain paraît irréaliste. L'alliance est loin, en effet, d'avoir réglé tous les problèmes. Une âpre guerre douanière oppose la Roumanie à la Hongrie de 1886 à 1893, avant de se conclure par un accord, péniblement renouvelé en 1906. « Singulière situation, dit le baron Beyens, ministre de Belgique à Bucarest de 1898 à 1908, que celle de ces deux voisins, appelés peut-être à mêler leur sang sur les champs de bataille, et qui n'arrivaient pas à vivre en bonne intelligence en pratiquant des échanges réguliers, parce que le plus fort prétendait tenir le plus faible sous sa dépendance et lui interdire de développer son agriculture et son industrie »<sup>8</sup>.

Les diplomates en poste à Bucarest ont bien remarqué les manœuvres de l'automne de 1883, mais sans en soupçonner l'importance. « Selon l'avis formel de mon collègue de Russie », écrit à l'époque le ministre de France, le baron de Ring, « il est fort douteux que l'on soit sorti des généralités et que les pourparlers que M. Brătianu a été chargé d'avoir avec le prince de Bismarck et le comte Kálnoky aient

<sup>6</sup> O. von Bismarck, *Große Politik*, vol. 3, p. 267–268, cité par G. I. Brătianu, *Bismarck und Ion C. Brătianu*, Iéna, 1939, p. 6.

<sup>7</sup> L. Cialdea, *La Politica estera della Romania*, Bologne, 1933, p. 170.

<sup>8</sup> Baron Beyens, *L'Avenir des petits États*, Bruxelles, 1919, p. 73.

abouti à un traité. »<sup>9</sup> Au cours des années qui suivent, Carol I<sup>er</sup> fait pourtant construire des fortifications face à la Bessarabie, à Focșani, Galați et Námoloasa, alors que l'Autriche-Hongrie baisse sa garde sur sa frontière et n'y laisse que quelques troupes insignifiantes, destinées simplement à duper les étrangers - avec succès de toute évidence ! Dans son propre pays aussi le roi réussit à maintenir le secret le plus absolu. Comme le note quelques années plus tard un autre ministre de France, Gustave de Coutouly : « Tout le monde à Bucarest est persuadé que le gouvernement roumain n'est lié par un traité politique et militaire ni avec l'Allemagne ni avec l'Autriche-Hongrie »<sup>10</sup>.

#### DE L'UTILITÉ DE LA DIPLOMATIE SECRÈTE

Cependant, si le 9 février 1889 l'alliance austro-serbe est reconduite sans difficulté<sup>11</sup>, il n'en va pas aussi facilement avec la Roumanie. En 1888 le pays a connu une grave crise politique, qui a entraîné la chute de Brătianu. L'arrivée au pouvoir du nouveau personnel politique conservateur en janvier 1889 met dans l'embarras un souverain habitué à travailler avec les libéraux et la politique extérieure s'en ressent quelque peu. À la Chambre des orateurs demandent une déclaration de neutralité absolue de la part de la Roumanie, car la politique germanophile du roi inquiète. Le roi hésite à faire des révélations, malgré l'urgence du renouvellement, car il éprouve des difficultés à avouer à ses ministres subalternes qu'il les a bernés durant des années. En 1888 la légation de France n'a-t-elle pas encore résonné des protestations de bonne foi de Brătianu ? « Je vous déclare de nouveau sur l'honneur que nous sommes libres de tout engagement politique avec l'Allemagne et que, du jour au lendemain, nous pouvons, si notre intérêt l'exige, nous rallier à toute autre puissance sans encourir le reproche d'avoir violé aucun pacte quelconque »<sup>12</sup>.

De fait, seules cinq personnes connaissent l'existence du traité : Carol I<sup>er</sup>, Dimitrie A. Sturdza, le diplomate Alexandru Beldiman, Ion C. Brătianu et plus tard son frère Dimitrie C. (éphémère président du Conseil en 1891). Le roi désire par-dessus tout éviter des fuites, qui conduiraient à des manifestations. L'opinion est en effet très remontée contre les Hongrois, dont la politique de magyarisation en Transylvanie s'accroît. La tentative de médiation allemande fait long feu. Le chancelier Caprivi ne peut obtenir que Kálnoky condamne la politique menée par Budapest – l'équilibre austro-hongrois est trop fragile. Le chef de la diplomatie habsbourgeoise se contente de bonnes paroles qui n'engagent à rien : « Les Magyars sont souvent plus influencés par une passion à courte vue que par des

<sup>9</sup> C. Durandin, *La Politique française et les Roumains*, Thèse, Paris III, 1980, p. 960.

<sup>10</sup> *Id.*

<sup>11</sup> A. F. Pribram, *Die politischen Geheimverträge Österreichs-Ungarns*, Vienne, 1920, p. 57.

<sup>12</sup> Durandin, *op. cit.*, p. 960.

considérations à longue échéance. Heureusement, comme ils sont quelque peu asiatiques, ils tombent dans une activité léthargique aussi vite qu'ils bouillonnent. » Et Kálnoky rejette la faute sur la partie alliée, invoquant les prétextes les plus invraisemblables pour expliquer le peu d'empressement du roi de Roumanie, notamment l'influence de la reine, Élisabeth de Wied, qui « n'est pas bien disposée envers sa patrie allemande »<sup>13</sup>.

Ces déclarations ne sont que le symptôme d'un malaise ressenti à Vienne comme à Bucarest. Il ne s'agit pas de forcer la main à Carol I<sup>er</sup>, de peur de le voir se rapprocher de la Russie, au moment où la France, mettant à profit la chute de Bismarck l'année précédente, conclut une alliance politique avec le tsar (août 1891). Les chancelleries concernées croient respirer au mois d'octobre suivant, lorsque le roi de Roumanie donne verbalement son accord à la reconduction de l'alliance. Mais la confirmation officielle tarde à venir. La dernière difficulté est technique : il est impossible, selon la constitution roumaine, de prolonger automatiquement le traité de trois ans sans la contre-signature d'un ministre. Aussi, le 18 mars 1892, Carol I<sup>er</sup> se décide-t-il enfin à mettre dans la confidence Alexandru Lahovari, nouveau titulaire du portefeuille des Affaires étrangères, puis en mai le chef du gouvernement, le vieux Lăscar Catargiu. La décision de principe qui doit conduire à la reconduction de l'accord n'empêche pas le roi de manifester son mécontentement. En juin, lors d'une entrevue avec Berhardt von Bülow, ministre d'Allemagne à Bucarest, il critique vertement la politique magyare en Transylvanie, déclarant que « s'il s'agissait d'un traité purement austro-roumain (...), il n'y aurait pas un Roumain pour le signer ». « C'est l'accession future de l'Allemagne qui rend le traité possible, précise-t-il, et qui, lui donne, à mes yeux, comme aux yeux de mes ministres, sa vraie valeur »<sup>14</sup>.

Le traité austro-roumain est finalement renouvelé le 25 juillet 1892 par Agenor Maria Gołuchowski, ministre d'Autriche-Hongrie à Bucarest, et Lahovari. L'Allemagne y accède le 23 novembre et l'Italie le 28<sup>15</sup>. Deux autres hommes politiques roumains, Carp et Ion L. Calinderu, sont mis dans le secret. Ainsi le roi peut-il se prévaloir de l'agrément des chefs des principaux partis. Mais l'alliance ne peut subsister, il faut le noter, que cachée à l'opinion publique, comme honteuse. Elle est donc, à coup sûr, fragile, et en quelque sorte viciée dès le principe, à la merci des circonstances.

Les observateurs étrangers ont toujours, à cette époque, beaucoup de mal à voir clair dans le jeu de Carol I<sup>er</sup>. Le gouvernement roumain, constate en 1894 le capitaine de Sailly, attaché militaire français à Vienne, Belgrade et Bucarest, s'abstient de toute condamnation formelle de la politique hongroise dans l'affaire du *Memorandum*, qui implique des Roumains de Transylvanie, tout en tolérant sur

<sup>13</sup> Seton Watson, *op. cit.*, p. 416.

<sup>14</sup> Hauser, *op. cit.*, vol. 2, p. 297.

<sup>15</sup> U. Haupt, *Die rumänischen Politik Deutschlands und Österreichs-Ungarns*, Würzburg, 1976, p. 34-37.

son sol toutes les démonstrations anti-magyares. L'officier français en tire, en accord avec la plupart de ses collègues, la conclusion qu'aucun engagement n'a encore été pris vis-à-vis de la Triplice, affirmant que « la Roumanie entend réserver, jusqu'à un certain point, sa liberté d'action ». De Sailly croit même savoir que deux plans défensifs opposés seraient à l'étude : « Si elle est violée par la Russie, éventualité qu'elle redoute par-dessus tout, l'armée roumaine essaiera de résister sur la ligne fortifiée du Siret. Si l'Autriche prétend lui forcer la main, le camp retranché de Bucarest devra jouer le même rôle »<sup>16</sup>.

Dans les faits, la deuxième éventualité n'est absolument pas envisagée par le gouvernement roumain. Le 30 septembre 1896 le second prolongement du traité par Gołuchowski, devenu ministre des Affaires étrangères, et Sturdza prend plutôt l'allure d'une formalité. L'Allemagne y accède le 7 mai 1899 et l'Italie le 5 juin<sup>17</sup>. Une troisième reconduction du traité avec l'Autriche-Hongrie (le 17 avril 1902), avec l'Allemagne (le 25 avril) et avec l'Italie (le 12 décembre)<sup>18</sup> ne suscite pas davantage de difficultés. Pourtant la Roumanie n'a reçu qu'un soutien mitigé de la part de ses alliés lors de la crise qui l'a opposée à la Bulgarie à propos des Macédo-Roumains au cours des années 1897 à 1900, ce qui a, une fois de plus, remonté l'opinion contre les Habsbourg. Le décalage entre les positions autrichienne et roumaine éclate à nouveau lors du coup de froid entre la Sublime Porte et Bucarest, entre 1905 et 1907, et surtout lors de la crise bosniaque de 1908. À la suite de ces incidents « le courant d'opinion roumain contre la Double Monarchie gagnera en ampleur constamment », constate un historien<sup>19</sup>. Or, les observateurs, comme le ministre de France Camille Blondel<sup>20</sup> en 1912, constatent le poids croissant qu'exerce l'opinion publique sur la conduite de la politique roumaine<sup>21</sup>.

Aiguisée par la politique intransigeante de la Hongrie, la question de Transylvanie, véritable socle du ressentiment roumain, ne cesse donc de gagner en importance, jusqu'à exaspérer les esprits à Bucarest, à mesure que la question de la Bessarabie s'estompe avec le temps. Et c'est dans ce contexte qu'un premier orage éclate dans le ciel des Balkans.

### LES GUERRES BALKANIQUES ET LEURS CONSÉQUENCES

En octobre 1912, profitant de la guerre italo-turque et inspirés par la Russie,

<sup>16</sup> Service historique de la Défense (SHD) (Terre), Vincennes, 7 N 1452, Attaché militaire en Roumanie au Ministère de la Guerre, 18/ 30 avril 1894.

<sup>17</sup> Pribram, *op. cit.*, p. 72-77.

<sup>18</sup> *Id.*, pp. 85-89.

<sup>19</sup> V. Vesa, *Les Relations politiques roumano-françaises*, Bucarest, 1986, p. 32.

<sup>20</sup> En poste à Bucarest du 7 mai 1907 au 13 mai 1916, Blondel est l'un des principaux acteurs du rapprochement franco-roumain à la veille de la Grande Guerre, puis de l'intervention de la Roumanie aux côtés de l'Entente.

<sup>21</sup> Durandin, *op. cit.*, p. 62.

les États chrétiens des Balkans – Grèce, Monténégro, Serbie et Bulgarie – décident de donner l'estocade à la Turquie d'Europe. Le gouvernement roumain, dirigé par Titu Maiorescu, conserve une neutralité absolue dans ce conflit, avertissant néanmoins Sofia que si « des changements territoriaux devaient se produire dans les Balkans, la Roumanie aurait son mot à dire »<sup>22</sup>. Dans les faits, il autorise des centaines de volontaires à rejoindre Plevna, où ils s'engagent dans l'armée bulgare<sup>23</sup>. Les combats tournent très rapidement à l'avantage de la Ligue balkanique et les troupes ottomanes sont partout écrasées. La guerre, comme toujours, permet de tester de nouveaux armements et de nouvelles tactiques de combat. La faillite de la méthode allemande est patente. « Nous autres Allemands, peut-on lire dans les *Leipziger Neueste Nachrichten*, ne songeons pas sans amertume que c'est nous qui avons formé l'armée turque et que sa défaite n'est pas destinée à accroître notre réputation militaire »<sup>24</sup>. Effectivement, l'armée du sultan, imbue de principes germaniques et équipée de canons *Krupp*, a été surclassée par l'artillerie de fabrication française des Serbes, des Bulgares et des Grecs. Le roi Carol ne manque d'ailleurs pas de tirer les enseignements de cet état de fait, orientant le ministre de la Guerre, le général Ion Argetoianu, en direction du Creusot et de Saint-Chamond<sup>25</sup>.

Le traité de Londres, signé le 30 mai 1913, ne laisse à l'Empire ottoman qu'une parcelle symbolique de territoire en Europe, en Thrace. Les Roumains, absents de la chasse au janissaire, entendent tout de même profiter de la curée. Ils réclament la région de Silistra au sud de la Dobroudja – le Quadrilatère –, ce qui embarrasse fort la diplomatie viennoise. Le choix s'avère difficile en effet. Le général Conrad von Hötzendorf, chef d'état-major général des armées austro-hongroises, voit difficilement « comment la Monarchie sortirait de ce dilemme : l'Autriche ne peut pas marcher contre la Bulgarie (...) avec la Serbie ; mais elle ne peut pas marcher contre la Roumanie (...) avec la Bulgarie ». Et l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne, Heinrich von Tschirtschky und Bögendorf, met le chef de la diplomatie austro-hongroise en garde contre les dangers d'une politique qui consisterait à vouloir « chasser deux lièvres » à la fois. À ce jeu là, on risque fort de n'en rapporter aucun<sup>26</sup>. Au cours des discussions internationales qui se tiennent à Saint-Pétersbourg du 30 mars au 3 mai 1913, la Roumanie n'obtient qu'une « aumône », selon le mot de Carp : la ville de Silistra, avec une périphérie de trois kilomètres. L'opinion, en Roumanie, mais aussi en Bulgarie – pour des raisons inverses, bien entendu – se montre fort mécontente de la décision. Une partie de la presse, à Sofia, réclame l'annexion de toute la Dobroudja.

<sup>22</sup> C. Kirîţescu, *La Roumanie dans la Guerre mondiale*, Paris, 1934, p. 39.

<sup>23</sup> «L'Est Républicain», 4 octobre 1912.

<sup>24</sup> *Id.*, 31 octobre 1912.

<sup>25</sup> SHD (Marine), SS Xj 1, Capitaine de frégate de Belloy, *Relation pour servir à l'historique de la mission navale française en Roumanie 1916–1919*, s.d., p. 4–5.

<sup>26</sup> Hauser, *op. cit.*, vol. 2, p. 257.

Si l'alliance avec l'Autriche a bien été reconduite, une fois encore, le 5 février 1913, le diplomate hongrois Ladislav de Hoyos, de passage à Bucarest après l'affaire du Quadrilatère, ne peut que constater combien « les militaires désirent la guerre avec l'Autriche-Hongrie »<sup>27</sup>. Dès cette époque, le général Conrad von Hötzendorf considère que la Roumanie est irrémédiablement perdue pour la Triplice<sup>28</sup>.

Lorsque, le roi Ferdinand de Bulgarie, qui convoite la Macédoine dans son intégralité, entre en guerre contre la Grèce et la Serbie le 29 juin, une foule surexcitée hurle à Bucarest des slogans hostiles à l'Autriche, considérée comme l'inspiratrice de la « trahison bulgare » et acclame Carol I<sup>er</sup>, dont elle attend une intervention armée. Le 2 juillet des activistes manifestent devant les légations de Serbie et de France leur sympathie à la cause des pays agressés. Le lendemain, au soir, Titu Maiorescu quitte le Palais royal porteur du décret de mobilisation, sous les acclamations du peuple qui crie : « Vive le roi ! Vive la Russie ! Vive la France ! »<sup>29</sup> Les réservistes se rendent à l'appel des armes avec enthousiasme, constate l'attaché militaire près la légation de France<sup>30</sup>.

L'armée roumaine, qui pénètre en Bulgarie après avoir reçu l'assurance de la neutralité russe, ne rencontre que des éléments totalement démoralisés. Un seul accrochage, à Ferdinandowo, tourne à l'avantage des troupes de Carol I<sup>er</sup>, « ouvrier de la onzième heure »<sup>31</sup>. « La campagne de Bulgarie avait été, en fait, commente l'historien et homme politique Nicolae Iorga, avec l'emphase qui le caractérise, le premier chapitre de la guerre contre l'Autriche-Hongrie. (...) Le sentiment national était si fort sur ce point que, sur les wagons qui emmenaient les soldats vers ce qui aurait pu être une guerre sérieuse (car personne n'était en état de prévoir qu'une armée aussi énergique, allant jusqu'à l'héroïsme le plus sauvage, comme l'était l'armée bulgare, se dissoudrait d'elle-même), on voyait écrit à la craie, par des mains gauches de paysans, le nom sacré de cette Transylvanie désirée, qui était donc entrée dans la conscience populaire elle-même. »<sup>32</sup> Le 10 juillet, le roi Ferdinand demande la paix.

Par le traité de Bucarest, signé le 10 août, la Roumanie obtient le Quadrilatère. Ce territoire de 8 340 km<sup>2</sup> situé au sud du Danube, compte alors 302 000 habitants, en très grande majorité bulgares, ce qui n'empêche pas les Roumains de considérer cette région comme faisant partie de leur Dobroudja. La France, la Russie, et même l'Allemagne, ont soutenu les prétentions de Titu Maiorescu. Carol I<sup>er</sup> félicite d'ailleurs Guillaume II à l'issue de la crise : « Grâce à

<sup>27</sup> Kirițescu, *op. cit.*, p. 43.

<sup>28</sup> J. Nouzille, *La Question des nationalités dans l'Empire des Habsbourg. Les Roumains*, in « Études danubiennes », 1<sup>er</sup> semestre 1996, vol. 12, 1, p. 105.

<sup>29</sup> Colonel de Dreyer, *La Débauche bulgare*, Paris, 1916, p. 140–141.

<sup>30</sup> SHD (T), 7 N 1456, Attaché militaire au Ministère de la Guerre, 26/ 9 juillet 1913.

<sup>31</sup> SHD (M), Belloy, *op. cit.*, p. 4.

<sup>32</sup> N. Iorga, *Histoire des Roumains*, Bucarest, 1945, vol. 10, p. 391–392.



toi, la paix restera définitive » – un avis loin d’être partagé par les Bulgares. En 1915 un journal de Sofia, *L’Opinion libre*, se fit l’écho du sentiment général : si « le partage de la Macédoine entre Grecs et Serbes créa une Pologne balkanique, l’annexion de la Dobroudja par la Roumanie (donna le jour à) une Alsace balkanique »<sup>33</sup>. Quelques mois plus tard, le général Berthelot, chef de la mission militaire française envoyée en Roumanie en octobre 1916, constata lui aussi les effets pervers de la victoire de 1913 : « Je crains fort que cette guerre, contre un ennemi déjà vaincu, n’ait été une mauvaise école pour l’armée roumaine, en laissant méconnaître la nécessité de la bataille et affaiblir l’idée de sacrifice. »<sup>34</sup>

Si l’attitude de la Russie est de nature à atténuer les ressentiments passés, l’Autriche-Hongrie, plutôt favorable à la Bulgarie, s’est définitivement attirée la haine de l’opinion roumaine. Le roi Carol préfère d’ailleurs avertir le ministre de l’empereur François-Joseph à Bucarest que « dans l’état actuel des choses, la Roumanie ne pourrait, dans l’éventualité d’une guerre, marcher avec la Monarchie ». Et il déclare à l’ambassadeur d’Allemagne qu’il « ne suffit pas qu’il y ait des traités », mais qu’il « faut encore qu’ils soient populaires »<sup>35</sup>.

Pour tenter de renouer les liens rompus, Vienne désigne en novembre comme nouveau ministre à Bucarest Ottókar Czernin, un proche de l’archiduc héritier François-Ferdinand, connu comme magyarophile. Venu présenter ses lettres de créances à Carol I<sup>er</sup>, le diplomate doit subir un véritable réquisitoire contre la politique du gouvernement hongrois à l’égard de la minorité roumaine. Lors d’une seconde entrevue, le roi réaffirme qu’il ne peut imaginer une participation de l’armée roumaine à une guerre au côté de la Hongrie, tout en excluant formellement l’hypothèse d’un retournement d’alliance. « Le traité n’est qu’un simple bout de papier, écrit au début de l’année 1914 un Czernin désabusé. La Roumanie ne se joindrait pas à la Monarchie en cas de guerre. La relation actuelle est la pire concevable, car elle nous lie, mais ne nous est d’aucun secours »<sup>36</sup>. « Nous sommes ici sur le point de glisser, à une vitesse effrayante, sur un plan incliné... », télégraphie-t-il au ministre des Affaires étrangères de la Double Monarchie, le comte Berchtold, le 11 mars, avant de prédire, déjà, « un désastre incalculable à la douzième heure »<sup>37</sup>.

Preuve de l’extrême préoccupation du gouvernement de Vienne : le marquis Pallavicini, ambassadeur à Constantinople, est dépêché peu après à Bucarest « pour voir si la liaison avec la Roumanie (tient) encore ». Cet aristocrate hongrois fait la tournée des personnalités et lance l’idée d’une guerre préventive contre la Serbie. Mais le roi lui fait savoir sans ambages « que la Roumanie (tient) profondément à

<sup>33</sup> Colonel Bujac, *La Roumanie*, Paris, 1916, p. 27–29.

<sup>34</sup> G. E. Torrey, *General Henri Berthelot and Romania*, New-York, 1987, p. 18 (*Journal de Berthelot, 11 novembre 1916*).

<sup>35</sup> B. E. Schmitt, *Comment vint la Guerre*, Paris, 1932, vol. 2, p. 135.

<sup>36</sup> Gooch, *op. cit.*, vol. 2, p. 430.

<sup>37</sup> Schmitt, *op. cit.*, vol. 2, p. 135.

la paix, et qu'elle (sera) contre tous ceux qui provoquer(ont) (la guerre) »<sup>38</sup>. Dans un entretien avec Take Ionescu, une des figures francophiles du parti conservateur, l'envoyé extraordinaire laisse alors planer la menace d'une alliance en bonne et due forme avec la Bulgarie. Son interlocuteur, excédé, lui réplique : « Rien n'est plus insupportable que de s'entendre demander à chaque instant : "M'aimes-tu ?" et la presse autrichienne ne fait que cela », avant de préciser : « Cette faute de goût a fini par nous embêter »<sup>39</sup>.

### LE RAPPROCHEMENT AVEC LA RUSSIE

Alors que Blondel orchestre un retour en force des intellectuels et artistes français à Bucarest, le « Petit Paris », et que la princesse Marie de Kent, épouse du prince héritier Ferdinand, s'efforce d'accroître l'influence britannique en Roumanie, une spectaculaire réconciliation avec la Russie intervient quelques jours avant l'attentat de Sarajevo.

Depuis 1910 on observe des signes de dégel. Au printemps de cette année-là une mission militaire roumaine reçoit en Russie « un accueil des plus chaleureux », « objet d'attentions de toutes sortes ». Le colonel Iliescu, qui en fait partie, en retire alors l'impression très nette que la Russie cherche à se rapprocher de la Roumanie<sup>40</sup>. Cette politique tombe à point nommé pour le petit royaume, où la question de Transylvanie est en passe de devenir le pivot de tout programme politique, ainsi que le confie Ion I. C. Brătianu, le fils du « Père de l'indépendance », chef du parti libéral, à Blondel en 1912 : « Le jour viendra où l'édifice austro-hongrois s'écroulera et où les éléments disparates dont il est composé se dirigeront vers leurs aspirations ; nous devons être préparés pour ce jour pour recevoir nos frères de Transylvanie, sans que personne ne puisse s'y opposer, et dans ce sens, l'appui de la Russie peut nous servir »<sup>41</sup>. Les événements qui suivent accentuent ce rapprochement. « Depuis la seconde guerre balkanique, constate le 2 novembre 1913 Maurice Paléologue, directeur des affaires politiques au Quai d'Orsay, le gouvernement roumain tend de plus en plus à s'émanciper de l'Autriche pour évoluer vers la Russie »<sup>42</sup>.

Sergueï D. Sazonov, ministre des Affaires étrangères, décrit par Georges Louis, ambassadeur de France à Saint-Petersbourg comme un « parfait honnête homme, tout d'une pièce (...) très anglais », mène à son terme le processus entamé lors de l'affaire de Silistra<sup>43</sup>. Le chef de la diplomatie russe se fixe pour objectif de

<sup>38</sup> T. Ionescu, *Les Origines de la guerre*, Paris, 1915, p. 28.

<sup>39</sup> T. Ionescu, *Souvenirs*, Paris, 1919, p. 31.

<sup>40</sup> SHD (T), 7 N 1453, Attaché militaire au Ministère de la Guerre, 3/16 juin 1910.

<sup>41</sup> E. Uribe, *La Rencontre de Constantza du 14 juin 1914*, in « Revue roumaine d'histoire », 1968, n° 2, p. 234.

<sup>42</sup> Durandin, *op. cit.*, p. 117.

<sup>43</sup> G. Louis, *Carnets, 1908-1917*, Paris, 1926, vol. 1, p. 32.

« dissiper les préjugés de l'opinion publique et du gouvernement roumains contre sa voisine de l'Est ». « Nous devons, raconte-t-il dans ses Souvenirs, essayer d'amener la Roumanie à comprendre combien avait été erronée l'orientation qu'elle avait donnée, sous l'influence allemande, à sa politique extérieure. » Le tsar consent sans aucune difficulté à seconder personnellement les efforts de son ministre<sup>44</sup>. Les conversations se multiplient. Sazonov rencontre de manière régulière le ministre de Roumanie à Saint-Petersbourg, Constantin Diamandi. En dehors même des cabinets, le climat semble évoluer favorablement. Le ministre de Roumanie à Sofia confie ainsi au chargé d'affaires russe que l'amitié de la Roumanie et de l'Autriche n'est plus « qu'une ombre » car l'opinion publique roumaine s'intéresse désormais de manière exclusive à la Transylvanie et appelle de ses vœux un accord avec la Russie<sup>45</sup>. Mais le représentant roumain à Paris, Alexandru E. Lahovari, qui confirme le rapprochement à Gabriel Hanotaux, ancien ministre des Affaires étrangères, précise bien cependant qu'il n'implique nullement une rupture avec l'Allemagne et que le vieux roi veille sur ce point<sup>46</sup>.

Il ne manque plus qu'un geste à l'égard des Roumains de Bessarabie de la part du gouvernement russe. C'est chose faite au mois de janvier 1914, avec l'octroi officiel de deux concessions importantes : l'usage de la langue roumaine dans la liturgie et l'ouverture d'écoles privées.

Les familles régnantes de Russie et de Roumanie rivalisent alors d'amabilités. Le couple princier roumain se rend à Saint-Petersbourg en mars, ce qui alimente la rumeur d'un mariage possible entre le prince Carol, leur fils aîné, et la grande-duchesse Olga, fille du tsar<sup>47</sup>. Cette perspective ne semble pourtant pas réjouir la jeune fille, puisqu'elle déclare à son précepteur, le Suisse Pierre Gilliard : « Eh bien, si je ne le veux pas, cela ne sera pas »<sup>48</sup>. Ne murmure-t-on pas, d'ailleurs, que les goûts du prince héritier de la Couronne roumaine le porteraient plutôt vers l'une des filles cadettes de l'empereur et que, surtout, la princesse Marie de Roumanie, redoutant par-dessus tout « la terrible hémophilie », chercherait un autre parti pour son fils ?<sup>49</sup>

Le 1<sup>er</sup> juin 1914 le tsar et la famille impériale, en croisière sur la mer Noire, passent la journée à Constantza<sup>50</sup>. Les brouilles d'antan semblent bien lointaines. « Les roses étaient en fleur, écrit la princesse Marie de Roumanie, la mer bleue, la petite ville blanche toute pavoisée. Les rues, d'habitude si calmes, fourmillaient de monde. Au sommet de chaque maison, de chaque mat de bateau, partout, des drapeaux neufs et gais dont les vives couleurs ondulaient sous le ciel d'azur. On eût

<sup>44</sup> S. D. Sazonov, *Les Années fatales*, Paris, 1927, p. 113.

<sup>45</sup> M. Paléologue, *Au quai d'Orsay à la veille de la tourmente*, Paris, 1947, p. 255.

<sup>46</sup> G. Hanotaux, *Carnets*, Paris, 1982, p. 96.

<sup>47</sup> Paléologue, *op. cit.*, p. 225.

<sup>48</sup> P. Gauthier, *Missy, Reine de Roumanie*, Paris, 1994, p. 167.

<sup>49</sup> Marie de Roumanie, *Histoire de ma vie*, Paris, 1937, vol. 2, p. 355.

<sup>50</sup> I. G. Duca, *Memorii*, Bucarest, 1992, vol. 1, pp. 29–34.

dit que ce ciel si bleu avait été peint spécialement pour cette occasion, un ciel de jours heureux »<sup>51</sup>. En cas d'agression autrichienne contre la Serbie, déclare notamment le roi Carol à Sazonov, « la Roumanie n'aurait plus aucune obligation ». Le chef de la diplomatie russe prend ensuite le chemin de la capitale, en compagnie de Stanislas Poklevski, le représentant du tsar à Bucarest. Il y rencontre le président du Conseil, Brătianu, qu'il trouve « entièrement libéré des préjugés qui, longtemps, empêchèrent beaucoup de ses compatriotes de comprendre l'utilité qu'il y avait pour eux à se rapprocher de la Russie en prévision d'événements politiques qui paraissaient devenir imminents »<sup>52</sup>.

Les deux ministres se rendent ensuite à Sinaia, dans les Carpates, et vont même jusqu'à effectuer une incursion de quelques minutes en auto en Transylvanie, au grand étonnement des douaniers hongrois<sup>53</sup>. À Vienne et à Budapest on s'inquiète : « Le mot d'ordre semble avoir été donné de qualifier la visite du tsar de simple manifestation de politesse, écrit le comte Csáky, dépêché d'Autriche, et de la présenter comme un simple écho de la visite rendue voici quelques années par le roi Carol à Tsarkoïé-Selo, et aussi du récent voyage en Russie du prince héritier et de son épouse. Une affirmation qui s'inscrit manifestement en contradiction avec le comportement extraordinairement affairé des hommes politiques roumains et russes et de leurs satellites »<sup>54</sup>.

Au cours de sa visite, Sazonov a bien compris qu'en cas de guerre entre la Russie et l'Autriche-Hongrie « la Roumanie se rallierait au plus fort ou à celui qui pourrait lui proposer les plus grands avantages »<sup>55</sup>. Aussi l'espoir d'obtenir une déclaration de neutralité de la part de la Roumanie en cas de guerre devient un objectif parfaitement réaliste pour la diplomatie russe.

C'est dans ce contexte qu'éclate la crise de l'été 1914.

### LE DERNIER ÉTÉ DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE

Le 30 juin Carol I<sup>er</sup> reçoit Czernin à Sinaia. Étant donné le ressentiment de l'opinion contre l'Autriche, annonce le diplomate à Berchtold à l'issue de l'entretien, le roi ne pourra pas remplir ses devoirs d'allié. L'Autriche a tout fait pour une entente avec la Serbie, reconnaît le vieux souverain, mais il ne croit pas que le gouvernement serbe soit impliqué dans l'attentat. « La situation ne lui paraît que grave, non désespérée. À Vienne on a perdu la tête. Ce serait bien qu'on agît à Berlin pour relever l'opinion qui s'abandonne à Vienne. » Le mécontentement

<sup>51</sup> Marie de Roumanie, *op. cit.*, vol. 2, p. 369.

<sup>52</sup> Sazonov, *op. cit.*, pp. 122–123.

<sup>53</sup> *Id.*, p. 173.

<sup>54</sup> *Österreichs-Ungarns Außenpolitik von der Bosnischen Krise 1908 bis zum Kriegsausbruch 1914. Diplomatische Aktenstücke des österreichisch-ungarischen Ministerium des Außern*, Vienne, 1930, vol. 8, n° 9874.

<sup>55</sup> L. Eisenmann *et al.*, *Constantinople et les Détroits*, Paris, 1930, vol. 1, p. 322.

contre l'Autriche, qui se manifeste « comme une vague, et une agitation très sérieuse », provient surtout de la faiblesse supposée de l'Autriche et de la confiance de la Roumanie dans ses propres forces. « On s'imagine qu'on aura la Transylvanie. À tort. C'est l'avis du roi qui dit à son neveu : “Nous ne verrons pas cela, ton fils peut-être.” »<sup>56</sup> De son côté Brătianu se montre, quant à lui, très pessimiste au sujet de la situation générale. Le responsable de la Croix-Rouge italienne à Bucarest, Cesare Fantoli, qui lui rend visite à Predeal le 1<sup>er</sup> juillet, l'entend dire : « Nous allons vers la guerre »<sup>57</sup>.

Le 6 juillet Guillaume II assure François-Joseph du soutien inconditionnel de l'Allemagne, quels que soient les projets de la Double Monarchie à l'encontre de la Serbie. Ces derniers sont clairement explicités par Czernin, de passage à Sinaia. « Leur point de vue, explique Alexandru Marghiloman, un des chefs germanophile du parti conservateur, c'est qu'il est vital pour eux d'extirper le pan-serbisme pour enlever aux gens l'idée que leur pays est entré en liquidation »<sup>58</sup>. L'ultimatum que le gouvernement de Vienne se sent autorisé à lancer à celui de Belgrade le 23 juillet produit une très fâcheuse impression à Bucarest. L'opinion, pourtant sincèrement peinée de l'assassinat de l'archiduc, se retourne contre l'Autriche en l'espace de quelques heures. « Voilà qui annonce une guerre générale », note alors à son tour le roi Carol I<sup>er</sup><sup>59</sup>.

Alexandru Beldiman, ministre de Roumanie à Berlin, donne le surlendemain, 24 juillet, l'assurance à l'ambassadeur d'Italie, Riccardo Bollatti, au nom du roi Carol, que la Roumanie restera neutre dans le conflit austro-serbe et qu'il est absolument exclu qu'elle prenne le parti de l'Autriche-Hongrie<sup>60</sup>. Poklevski effectue la même constatation : « En aucun cas la Russie n'a à craindre une action hostile de la part de la Roumanie »<sup>61</sup>. Fort de cette image de temporisateur, Brătianu tente de proposer ses bons offices et s'efforce d'infléchir la position intransigeante de l'Autriche, tout en conseillant à Belgrade d'accepter les conditions de l'ultimatum, afin d'éviter la guerre à tout prix<sup>62</sup>. Il engage également les Bulgares à ne pas départir de leur neutralité en cas de conflit, menaçant à demi mot leur roi, et lui signifiant notamment « la solidarité gréco-roumaine dans le maintien de l'équilibre balkanique tel que le traité de Bucarest l'(a) établi »<sup>63</sup>. Cette apparente sérénité masque difficilement l'inquiétude qui étreint tous les cœurs. Les élites roumaines ont été surprises, comme les autres, par l'aggravation soudaine de

<sup>56</sup> É. Bourgeois, G. Pages, *Les Origines et les responsabilités de la Grande Guerre*, Paris, 1921, p. 407.

<sup>57</sup> C. Fantoli, *Romania, Russia e Italia*, Milan, 1918, p. 151.

<sup>58</sup> A. Marghiloman, *Note politique*, Bucarest, 1927, vol. 1, p. 226.

<sup>59</sup> Schmitt, *op. cit.*, vol. 2, p. 365.

<sup>60</sup> DDI, Quarta serie, vol. 12, p. 347.

<sup>61</sup> A. A. Rieber, *Russian diplomacy and Rumania*, in *Russian diplomacy and Eastern Europe*, New-York, 1963, p. 241.

<sup>62</sup> DDI, Quarta serie, vol. 12, p. 359.

<sup>63</sup> G. B. Leon, *Greece and the Great Powers*, Thessalonique, 1974, p. 19.

la crise. Le 9 juillet encore, révèle Take Ionescu, Carol I<sup>er</sup> lui donna toutes les assurances qu'il pouvait profiter tranquillement de ses vacances, que la paix était assurée pour encore au moins trois ou quatre ans. « Il est donc certain que, ou bien l'empereur Guillaume a caché son secret à tout le monde, ou bien il hésitait encore »<sup>64</sup>.

Le 25 juillet la Serbie accepte toutes les demandes autrichiennes, sauf l'intervention directe de la Double Monarchie dans ses affaires internes. Carol se réjouit de cette réponse, qui, dans son esprit – comme dans celui de tous les autres dirigeants européens – doit désamorcer la crise. Mais, le ministre d'Autriche à Belgrade l'estime quant à lui insuffisante et quitte la capitale du royaume de Serbie, provoquant la consternation à Bucarest. Le 26 la Russie annonce la pré-mobilisation de son armée et avertit l'Autriche que tout empiètement des troupes de la Double Monarchie à la frontière serbe provoquerait son intervention immédiate. Le 27 le baron Beyens, qui représente alors la Belgique à Berlin, rapporte à son ministre, le vicomte Davignon, les propos rien moins que rassurants que vient de lui tenir Arthur Zimmermann, le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères : « Si la Russie mobilise son armée, nous mobiliserons immédiatement la nôtre, et alors ce sera la guerre générale, une guerre qui embrasera toute l'Europe centrale et même la péninsule balkanique, car les Roumains, les Bulgares, les Grecs et les Turcs ne pourront pas résister à la tentation d'y prendre part les uns contre les autres. »<sup>65</sup>

Le 28 juillet l'Autriche déclare la guerre à la Serbie. À Budapest, raconte le prince Windisch-Grätz, « au milieu des cris de joie, la foule pouss(e) toujours de nouveaux hurrahs pour le roi, pour l'empereur Guillaume, pour Victor-Emmanuel, pour Carol de Roumanie, pour le Mikado<sup>66</sup>. (C'est) la vengeance, la fierté, la puissance, la gloire, l'amour du bruit, l'ivresse de l'heure, la flamme de l'instinct national, le miracle d'une idée. Dans ce tourbillon de sentiments déchaînés, la Hongrie entr(e) en guerre »<sup>67</sup>. Mais les nations latines de la Triplice, Roumanie et Italie, se déclarent immédiatement neutres. Or, la veille, Brătianu a sondé les intentions du gouvernement italien, prévenant Fasciotti qu'en cas de conflagration générale seule la participation des troupes italiennes pourrait permettre au gouvernement roumain de faire accepter à l'opinion publique son intervention dans la guerre pour appuyer l'Autriche<sup>68</sup>. Carol I<sup>er</sup> exprime une ligne de conduite claire à Czernin : « Pas de secours à l'Autriche en cas d'attaque russe, mais réaffirmation de la promesse que “jamais la Roumanie ne prendra les armes contre la

<sup>64</sup> Ionescu, *Les Origines... op. cit.*, p. 17.

<sup>65</sup> *Die belgischen Dokumente*, Légation de Belgique en Allemagne au Ministère des Affaires étrangères à Bruxelles, 27 juillet 1914, vol. 2, p. 123–124.

<sup>66</sup> Les Hongrois semblent croire, on ne sait pas trop pourquoi, que le Japon – pourtant allié de la Grande-Bretagne – va entrer en guerre à leurs côtés.

<sup>67</sup> Prince Windisch-Grätz, *Mémoires*, Paris, 1923, p. 54.

<sup>68</sup> DDI, Quarta serie, vol. 12, p. 361.

Monarchie” ». En Autriche-Hongrie la déception du général Conrad von Hötzendorf, qui avait curieusement recommencé à croire à l’intervention roumaine, est tempérée par la satisfaction d’István Tisza, président du Conseil du royaume de Hongrie, et d’István Burián, ministre à la résidence princière hongroise de Vienne, qui redoutaient par-dessus tout de devoir faire des concessions aux Transylvains<sup>69</sup>.

Du côté de la Triple Entente l’attitude du vieux roi fait naître des espoirs prématurés. Le 29 juillet Sazonov s’enhardit jusqu’à demander à Poklevski une intervention de la Roumanie au côté de l’armée russe contre l’Autriche. Le chef de la diplomatie du tsar tente même de précipiter les événements en exigeant soudain « une réponse catégorique » et en précisant « qu’il n’exclut pas la possibilité de gains pour la Roumanie » si elle se joint à la Russie. La surenchère se poursuit le lendemain puisque Sazonov affirme sans ambages que la Russie se montrera « prête à soutenir l’annexion de la Transylvanie par la Roumanie en échange d’une déclaration de guerre de cette dernière à l’Autriche-Hongrie »<sup>70</sup>. Mais le roi Carol ne veut pas renier les promesses faites à Czernin.

En ce même 29 juillet Bucarest et Constantinople répondent défavorablement à la proposition du ministre des Affaires étrangères grec, Georgios Streit, qui envisageait de former avec la Roumanie et la Turquie un « Bloc des neutres », capable de s’opposer efficacement à toute velléité de la Bulgarie de se mêler du différend austro-serbe, et éventuellement à l’attirer elle-même dans cette entente<sup>71</sup>.

Le 30 juillet la Russie et l’Autriche décrètent la mobilisation générale. Fasciotti signale un télégramme de François-Joseph qui se termine par un appel à l’amitié roumaine et un autre dans le même sens de l’empereur d’Allemagne<sup>72</sup>. Czernin, qui, selon N. Iorga, « représentait ce qu’il y avait de plus antipathique dans l’alliance des Centraux »<sup>73</sup>, continue son œuvre de harcèlement, demandant au souverain la révélation publique de l’alliance. Ayant constaté que l’Autriche n’avait plus l’oreille de Carol I<sup>er</sup>, Guillaume II se fait plus insistant le lendemain. Il en appelle aux sentiments les plus intimes de son lointain cousin : « Dans cette heure grave, lui câble-t-il, mes pensées vont à toi qui as créé à la marche Est de l’Europe un État civilisé et érigé ainsi une digue contre la marée slave. J’ai confiance que comme roi et comme Hohenzollern tu resteras fidèle à tes amis et que tu te conformeras sans réserve à tes obligations d’allié »<sup>74</sup>. Et le Kaiser propose à la Roumanie le gain de la Bessarabie ou d’une parcelle du territoire serbe pour prix de son entrée dans la guerre<sup>75</sup>.

L’autre partie n’est pas en reste : le 1<sup>er</sup> août, alors que l’Allemagne déclare la guerre à la Russie, Paris, en accord avec Saint-Petersbourg, estime qu’il « faudrait,

<sup>69</sup> Schmitt, *op. cit.*, vol. 2, p. 367–369.

<sup>70</sup> Rieber, *op. cit.*, p. 305.

<sup>71</sup> C. A. Theodoulou, *Greece and the Entente*, Thessalonique, 1971, p. 24.

<sup>72</sup> DDI – Quarta serie, vol. 12, p. 445.

<sup>73</sup> Iorga, *op. cit.*, vol. 10, p. 403.

<sup>74</sup> P. Renouvin, *Les Origines immédiates de la Guerre*, Paris, 1934, p. 284.

<sup>75</sup> Schmitt, *op. cit.*, vol. 2, p. 369.

sans perdre de temps, agir sur la Roumanie en lui promettant la Transylvanie »<sup>76</sup>. Le même jour, et le lendemain, alors que la France décrète la mobilisation générale, Carol I<sup>er</sup> reçoit encore un télégramme de chacun des souverains des Empires centraux, qui lui enjoignent, d'un ton devenu plus ferme, de tenir ses engagements. Le chancelier d'Allemagne Theobald von Bethmann-Hollweg exige même la « mobilisation immédiate de l'armée roumaine, et son avance contre la Russie »<sup>77</sup>.

Le 3 août l'Allemagne déclare la guerre à la France et envahit la Belgique neutre, ce qui, toutes les chancelleries le savent, va entraîner la Grande-Bretagne dans le conflit.

### LE CONSEIL DE COURONNE DU CHÂTEAU PELEȘ

Au moment où le canon tonne aux frontières du royaume, le gouvernement de Bucarest, pressé de toutes parts à l'intérieur comme à l'extérieur, se doit de prendre une décision rapide. « On se sentait arrivé à un moment historique, écrit Constantin Kirișescu, comme il y en a eu peu au cours des siècles. (...) Grave question pour un petit pays, situé entre de grandes puissances qui lui sont hostiles : toute décision, toute attitude allait mettre en jeu, non seulement les aspirations de la nation, mais l'existence même de l'État. »<sup>78</sup>. Le roi Carol convoque le Conseil de Couronne dans sa résidence d'été, le château Peleș à Sinaia.

La séance, qui débute à 17 heures, rassemble autour du souverain le prince Ferdinand, le cabinet Brătianu au grand complet, mais aussi les ténors de l'opposition conservatrice, à l'exception de Nicolae Filipescu, alors en cure à Baden-Baden. Le Conseil a été retardé d'un jour pour permettre à Take Ionescu, qui arrive de Londres, d'y participer<sup>79</sup>. Le roi demande que la discussion se déroule en français, « par excellence la langue de la précision et de la clarté »<sup>80</sup>.

Carol I<sup>er</sup> commence par évoquer la traditionnelle amitié qui unit la Roumanie à l'Autriche, puis révèle l'existence du traité secret. « Depuis trente ans, dit-il, la politique de la Roumanie est liée à la Triplice ; depuis cette époque un engagement formel nous attache à elle ; il a été contresigné par nos hommes d'État les plus importants, et accepté par tous les partis. C'est une question d'honneur pour tout le pays que de tenir la parole donnée. » Le souverain balaie d'avance les objections, annonçant avec confiance un revirement de l'opinion publique. Il ne faut pas se laisser impressionner par les courants violents qui agitent cette dernière : « J'ai la ferme conviction que le jour viendra où le pays approuvera la politique qu'il nous

<sup>76</sup> G. Filiti, « La Bessarabie » in *Aspects des relations russo-roumaines*, Paris, 1967, p. 52.

<sup>77</sup> Iorga, *op. cit.*, vol. 10, p. 404.

<sup>78</sup> Kirișescu, *op. cit.*, pp. 45–46.

<sup>79</sup> Ionescu, *Souvenirs*, *op. cit.*, p. 40.

<sup>80</sup> R. Recouly, *De Bismarck à Poincaré*, Paris, 1932, p. 430.



paraît nécessaire de suivre »<sup>81</sup>. Et il conclut son préambule en affirmant sa certitude absolue dans la victoire de l'Allemagne<sup>82</sup>.

Petre Carp, qui prend la parole en premier après le roi, l'approuve en tous points. Le vieux chef conservateur germanophile semble avoir bien oublié qu'il avait affirmé en 1870 : « Là où flotte le drapeau français se trouveront notre intérêt et notre sympathie »<sup>83</sup>. La haine aveugle qu'il voue à l'Empire russe fausse de plus en plus son jugement. N'a-t-il pas déclaré le 27 janvier 1913 que la guerre était inévitable entre la Russie et l'Autriche, ajoutant qu'elle était nécessaire et assurerait à l'Europe la tranquillité pour de longues années, avant de proclamer : « Si j'étais au pouvoir, non seulement je ne m'opposerais pas à la guerre, mais encore je ferais tout au monde pour la provoquer » ?<sup>84</sup> Un discours qui fit dire à Toma Ionescu, le frère de Take, que Carp n'était qu'une « âme de Boche dans une peau de Roumain, ou, plus exactement, un fou »<sup>85</sup>.

Carp se retrouve d'ailleurs bien isolé. Les autres participants expriment en effet des avis très opposés. Pour un autre ancien président du Conseil, Teodor I. Rosetti, l'armée roumaine n'est absolument pas préparée à la guerre. Le traité ne prévoit l'intervention de la Roumanie qu'en cas d'agression contre l'Autriche, ce qui ne correspond manifestement pas au cas présent, souligne Marghiloman. Emil Costinescu, ministre des Finances, développe des arguments russophobes, tout en se disant persuadé que l'intervention de son pays au côté des Habsbourg provoquerait une guerre civile. Take Ionescu se montre attaché par-dessus tout au traité de Bucarest de 1913, ce qui écarte toute possibilité d'entrée en guerre ; il a rappelé la veille au roi qu'une victoire de l'Allemagne, qui serait également une victoire de la Hongrie, était incompatible avec le maintien de l'indépendance de la Roumanie<sup>86</sup>. Enfin, Brătianu se prononce lui aussi dans le sens de la neutralité.

Tous les participants, à l'exception de Carp, contestent en fait la validité du traité de 1883. En effet, constate le juriste Nicolae Basilescu, ce traité avait été conclu par le roi Carol, presque en autocrate. « Il était, il est vrai, contresigné par le président du Conseil, mais en vertu de la constitution roumaine toutes les conventions internationales, même les conventions commerciales, postales, de transport et autres, n'ont aucune force obligatoire si elles ne sont pas renforcées par les Chambres », un point précisé par l'article 93. « D'autre part, le roi de Roumanie est inviolable et irresponsable ; ses actes n'ont aucune autorité légale s'ils ne sont pas contresignés par un ministre, qui, par ce fait même, endosse l'acte, en devient

<sup>81</sup> Renouvin, *op. cit.*, p. 286.

<sup>82</sup> Général Chambe, *Route sans horizon*, Paris, 1981, p. 124.

<sup>83</sup> Comte de Saint-Aulaire, *Nouvelles paroles franco-roumaines*, Paris, 1931, p. 8.

<sup>84</sup> Durandin, *op. cit.*, p. 65.

<sup>85</sup> SHD (T), 6 N 218, 2<sup>e</sup> Bureau – Compte-rendu des renseignements généraux, 28/13 mars 1918. « Éduqué en Allemagne et admirateur infatué de la Germanie, écrit Cesare Fantoli, (... il) n'avait plus reconnu d'autre salut pour son pays que l'adoption pédantesque, la copie conforme, de l'organisation allemande » (Fantoli, *op. cit.*, p. 71).

<sup>86</sup> Ionescu, *Souvenirs*, *op. cit.*, p. 42.

responsable et ce, bien entendu, dans les limites des attributions que les lois lui confèrent. Or les ministres ne peuvent faire que des actes rentrant dans l'exécutif et non point des actes que la constitution a réservés expressément aux Chambres, comme les traités »<sup>87</sup>. Le roi se trouve donc ouvertement contredit. On s'indigne du fait que la dernière prolongation du traité, en 1913, n'ait même pas été soumise aux chefs des partis. À Carp qui s'emporte et accuse : « Vous forcez le roi à rompre sa parole ! », Marghiloman rétorque : « La parole du roi n'est pas en question : au contraire, en agissant ainsi, nous couvrons le roi. Aujourd'hui le peuple dirait : "C'est la guerre du roi" »<sup>88</sup>.

Sur ces entrefaites arrive la confirmation officielle de la déclaration de la neutralité italienne, que vient de recevoir le baron Fasciotti. Cette nouvelle emporte la décision roumaine, ce dont le ministre d'Italie se félicite le soir même dans un télégramme envoyé à San Giuliano<sup>89</sup>. Selon Iorga, ce message providentiel tombe à un moment arrangé d'avance par le roi lui-même. Carol I<sup>er</sup> aurait déjà été au courant de la décision de Victor-Emmanuel III avant d'entrer dans la bibliothèque : le Hohenzollern entendait ainsi préserver son honneur en semblant ne concéder la neutralité que sous la pression d'événements imparables<sup>90</sup>.

L'inaction, fait remarquer Brătianu au souverain, constitue sans doute la plus sage des décisions : rien ne peut indiquer en effet de quel côté la balance penchera dans les semaines qui suivront. « Tout ce que vous voudrez, Monsieur, mais pas cet argument, répond avec commisération le roi, en reprenant le thème déjà décliné en début de séance. Pour qui connaît la supériorité militaire de l'Empire allemand, il ne saurait y avoir de question... »<sup>91</sup>. Selon la princesse Marie, Carol « n'a jamais eu grande confiance dans les Français, il croyait que les Allemands poursuivraient leur avance et culbuteraient toutes les résistances ; ce ne devait être qu'une répétition de la guerre de 1870 ». L'abstention de son pays lui apparaît alors non seulement un parjure, mais surtout comme une faute politique majeure, dont les vainqueurs germaniques ne pourraient que lui tenir rigueur. Au contraire, il voyait déjà la Roumanie associée au triomphe des Puissances centrales. Et Marie d'ajouter : « Mon mari était, je crois, du même avis, mais il n'en soufflait mot »<sup>92</sup>.

La répartie du roi ne convainc pas du tout Take Ionescu, qui aurait lancé du tac au tac : « Nous pouvons faire la guerre aux côtés de la France sans que le roi soit de la partie ! »<sup>93</sup> Cette proposition tombe à plat, l'auditoire demeure silencieux. Carol I<sup>er</sup> se serait alors levé et aurait constaté avec gravité : « Ainsi vous en êtes là !

<sup>87</sup> N. Basilescu, *La Roumanie dans la Guerre*, Paris, 1919, p. 57.

<sup>88</sup> Renouvin, *op. cit.*, p. 286.

<sup>89</sup> DDI, Quinta serie, vol. 1, p. 16.

<sup>90</sup> Iorga, *op. cit.*, vol. 10, p. 406, se fonde sur le témoignage de Constantin Angelescu, ministre des Travaux publics.

<sup>91</sup> L. Cadars, *La Guerre en Orient*, «Les Cahiers de l'Histoire», avril 1965, n° 45, p. 82.

<sup>92</sup> Marie de Roumanie, *op. cit.*, vol. 2, p. 379.

<sup>93</sup> Cadars, *op. cit.*, p. 82. Une phrase que beaucoup jugent apocryphe.

Je vous remercie ! Mais avant que je ne tire l'épée contre mes alliés de toujours, j'aimerais mieux faire ma malle et retourner d'où je suis venu. Messieurs, adieu. » Et sans plus de commentaires, il se serait retiré<sup>94</sup>. En tout cas, la princesse Marie le voit sortir de la bibliothèque, « triste et abattu ». La reine Élisabeth souligne avec véhémence le tragique de la situation : « Un vieux roi renié par son peuple, après une longue vie de labeur, entièrement vouée au bien de son pays »<sup>95</sup>. « Que, pendant quarante ans, le gouvernement roumain ait pu vivre sur une doctrine politique qui, à la première occasion, s'est révélée inexécutable, commente à l'opposé Toma Ionescu, c'est une grande étrangeté, et il faut voir là un bel exemple de la raison des peuples, qui n'est pas toujours celle des rois. »<sup>96</sup> Le Conseil décide finalement de s'engager dans la voie d'une neutralité qui n'ose dire son nom et qu'il qualifie d'« expectative armée ». C'est une attitude somme toute logique, puisque « les patriotes roumains avaient des griefs à la fois contre deux des adversaires en présence »<sup>97</sup>.

Pendant que l'on délibère à Sinaia, une grande agitation s'empare de Bucarest. Une foule considérable se répand dans les rues, avide de nouvelles, et attend encore vers minuit le résultat de la journée historique. La propagande allemande en profite pour se surpasser. L'agence allemande *Wolff* annonce que les uhlands sont sortis vainqueurs des premiers engagements avec les dragons français, que la révolution est maîtresse de Paris, que le président Poincaré a été assassiné<sup>98</sup> et que la grève générale paralyse la défense du pays. Mais les manifestants ne se laissent pas gagner par la panique, ni l'abattement. « Au milieu du bruit de la foule, de la confusion des hommes et des idées, raconte le polémiste Ș. Șerbescu – une des personnalités en vue dans les milieux favorables aux Alliés – chacun apercevait deux images qui semblaient lui dicter un ordre : d'abord, ses frères; – un peu plus loin la France (...). Un immense cri de joie et de soulagement salua donc la décision du Conseil de Couronne »<sup>99</sup>. Du côté des partisans de l'Entente en tout cas. Paradoxalement, les dirigeants hongrois ne sont pas loin de se trouver dans le même état d'esprit. Le comte Tisza, qui redoutait par-dessus tout de devoir faire des concessions aux Transylvains, fait part de sa satisfaction à Czernin le 24 août<sup>100</sup>. Il en va tout différemment à Berlin, où Guillaume II constate amèrement que les alliés se détachent de la Triple « comme des poires pourries » et que la défection de la Roumanie, venant après celle de l'Italie, consacre « la faillite totale de la diplomatie allemande et aussi de la diplomatie autrichienne »<sup>101</sup>.

<sup>94</sup> Renouvin, *op. cit.*, pp. 286–287.

<sup>95</sup> Marie de Roumanie, *op. cit.*, vol. 2, p. 380–382.

<sup>96</sup> SHD (T), 6 N 218, 2<sup>e</sup> Bureau – Compte-rendu des RG, 28/13 mars 1918.

<sup>97</sup> A. Pingaud, *L'Intervention roumaine dans la Guerre européenne*, in « Revue d'histoire de la Guerre mondiale », 1935, n° 13, pp. 117–118.

<sup>98</sup> Voir aussi Marghiloman, *op. cit.*, vol. 1, p. 236.

<sup>99</sup> Ș. Șerbescu, *La Roumanie et la Guerre*, Paris, 1918, pp. 184–186.

<sup>100</sup> Comte Tisza, *Lettres de guerre*, Paris, 1931, pp. 16–17.

<sup>101</sup> Bourgeois, Pages, *op. cit.*, p. 485.

### CONCLUSION

Le 3 août 1914 marque surtout la victoire de Brătianu sur le vieux roi, désormais dépossédé de la conduite des affaires extérieures. L'histoire du royaume semble avoir exercé une influence quasi-déterminante sur la marche du pays. Entre les deux Alsace-Lorraine créées successivement sur les flancs opposés de la Roumanie, le roi et les hommes politiques mis dans le secret ont opté, en s'alliant avec les Puissances centrales en 1883, pour la Bessarabie. Et pourtant, la décision du 3 août 1914 ne constitue pas le prolongement de la politique menée durant plusieurs décennies. L'opinion publique, largement francophile et exaspérée par le comportement des Austro-Hongrois, en privilégiant la Transylvanie, a rendu les choix gouvernementaux de plus en plus difficiles à expliquer, jusqu'à conduire même, en dernier lieu, à leur abandon.

Comme l'a bien expliqué Sir Grey, le Conseil de Couronne constitue le véritable point de départ du processus d'alliance entre la Roumanie et l'Entente. En refusant d'honorer les engagements souscrits auprès de la Triplice, la Roumanie dissocie dès ce moment ses intérêts de ceux de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. Avec lui nous ne pouvons que constater qu'elle s'engage alors, tout comme l'Italie, dans une logique interventionniste qui trouve son point d'aboutissement naturel, malgré de nombreuses péripéties et attermolements, le 17 août 1916<sup>102</sup>.

<sup>102</sup> E. Grey, *25 Jahre Politik*, Munich, 1926, vol. 2, p. 149.